CTA du 12 janvier 2017

Déclaration SNUipp-FSU

Madame la rectrice, mesdames et messieurs,

Les SNUipp-FSU de l'académie actent positivement la dotation académique de 750 postes, en augmentation de 100 postes par rapport à la dotation précédente.

Toutefois, dans le cadre de la « refondation de l'école » et d'une « priorité au primaire » affichées depuis 5 ans, nous regrettons que cette reconnaissance des besoins de notre académie survienne tardivement. De ce fait ce sont seulement les besoins les plus criants de la Seine-Saint-Denis qui sont pris en compte.

Ainsi, malgré une dotation de 650 potes attribuée pour cette rentrée 2016, un nombre important d'écoles du Val-de-Marne a démarré l'année scolaire en situation de crise alors que les ouvertures de classe avaient été demandées par le SNUipp-FSU94 bien en amont. De la même façon, la situation ne s'est pas améliorée en Seine-et-Marne, pas assez urbaine, ou pas assez rurale, la taille de ses classes reste élevée à l'exception des petites écoles, et l'enseignement spécialisé, ULIS collège, RASED sont encore trop peu nombreux pour remplir leurs missions comme ils devraient pouvoir le faire… Mesurons aussi que si la Seine-Saint-Denis a vécu, enfin, une rentrée « simplement normale », c'est quand même avec, encore, le recrutement de plus de 400 contractuels.

Pour la rentrée 2017, les SNUipp-FSU de l'académie de Créteil demandent instamment à ce que soient respectées certaines priorités dont la finalité est la réduction des inégalités. Cela nécessite une véritable transformation de l'école, sans que cela se fasse au détriment des nécessaires ouvertures de classe.

Pour cela, il faut que la répartition des postes permette, dans chacun des 3 départements :

- La baisse des effectifs de chaque classe, pas seulement en moyenne, et particulièrement en éducation prioritaire.
- La relance des RASED, leviers essentiels dans la prévention de la difficulté scolaire . Il n'est pas acceptable que le gouvernement ait attendu la dernière année de la refondation pour s'en préoccuper, au risque de voir se tarir le vivier existant et avec lui les compétences se perdre. La ministre a déclaré récemment dans les médias que les RASED devaient être une priorité de la prochaine rentrée. Cette priorité a également été énoncée au CTM du 15 décembre : les consignes données sont de « créer cette année des postes en RASED en tant que de besoin. » Dans chacun des 3 départements une véritable politique volontariste avec des départs en formation conséquents et doit se mettre en place.
- La poursuite du déploiement des dispositifs de l'éducation prioritaire : les PDMQDC. –La scolarisation des moins de trois ans qui doit disposer de moyens dédiés. D'autant que dans les zones sorties d'éducation prioritaire, les maires s'empressent de ne plus inscrire les enfants.
- Le renforcement des moyens permettant de recréer une dynamique de formation, déterminante dans une académie qui accueille le plus grand nombre de stagiaires de tout le territoire, déterminant aussi pour vaincre le sentiment d'isolement et faire face aux nouveaux

besoins : équipes de suivi de la scolarité, élaboration d'un PPS, scolarisation des élèves « hautement perturbateurs », santé et sécurité …

- Les moyens en termes de ressources humaines, en simplification administrative afin de diminuer la charge de travail liée à la direction d'école.
- Le rétablissement de la liste d'aptitude des directeurs d'école d'application pour permettre aux formateurs du 1er degré de travailler en réseau de manière efficace et le maintien des écoles d'application qui fonctionnent et qui sont de véritables centres de ressources qu'on ne peut balayer d'un trait de plume.

Enfin, un mot sur l'attention portée par l'institution aux professeurs des écoles et au respect de leurs droits. Les SNUipp-FSU de Créteil, vous demande solennellement aujourd'hui de vous engager pour l'amélioration des conditions de travail des professeurs des écoles, qu'ils soient stagiaires ou titulaires :

- Les enseignants, et particulièrement ceux du 1er degré, sont les cadres les plus touchés par les risques psychosociaux, affirme l'étude publiée par la revue ministérielle Education & formations de décembre 2016. Au cœur du problème un travail difficile et mal reconnu associé à un manque de soutien hiérarchique**.**
- De nombreux stagiaires sont au bord du burn-out. Une enquête parlementaire datée de novembre 2016, alerte sur l'augmentation des démissions aussi bien pour les stagiaires avec (400) démissions que pour les titulaires 539 : combien dans notre académie ? Un travail spécifique mériterait d'être conduit sur ce problème grave.
- Les droits des PE ne sont pas suffisamment respectés mobilité, au temps partiel, disponibilité, détachement, congé formation…. La quasi impossibilité pour nos collègues d'accéder au 80% hebdomadaire par exemple doit cesser.
- Dans le 1er degré, de nombreux collègues ne bénéficient pas d'allègement de service même quand ils sont reconnus RQTH car les directions académiques ne réservent pas assez de postes afin de permettre ces aménagements. Nous revendiquons que ces postes soient créés en fonction des besoins de nos collègues, et non assujettis à la carte scolaire.

Le chantier est vaste pour redonner à notre académie une meilleure image mais l'engagement des enseignants au service des élèves cristoliens mérite d'être reconnu, et soutenu.